

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale  
12 décembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

**Deuxième Commission****Compte rendu analytique de la 5<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 9 octobre 2018, à 15 heures

*Président :* M. Skinner-Klée Arenales . . . . . (Guatemala)  
*puis :* M. Remaoun (Vice-Président). . . . . (Algérie)  
*puis :* M. Skinner-Klée Arenales (Président) . . . . . (Guatemala)

**Sommaire**Débat général (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-16842X (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### Débat général (suite)

1. **M. Amde** (Éthiopie) dit que, trois ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la pauvreté, la faim, les inégalités, les conflits armés, les changements climatiques et les catastrophes humanitaires persistent. Les États Membres sont exhortés à renouveler leur engagement collectif de parvenir à une croissance sans exclusive et durable pour tous, axée sur l'être humain et respectueuse de la planète. La collaboration multipartite n'est pas une option ; elle est une nécessité. Le multilatéralisme est à l'origine du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement ainsi que de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. D'autres actions vigoureuses et coordonnées sont nécessaires pour avancer sur la voie du développement, lutter contre les effets négatifs des changements climatiques et mobiliser les ressources voulues. L'aide financière et technologique aux pays en développement est le critère déterminant de l'engagement en faveur des objectifs de développement durable ; les pays développés devraient honorer leur engagement de fournir cette aide.

2. Malgré la forte croissance économique enregistrée par l'Éthiopie depuis 2015, la pauvreté, le chômage, la mauvaise gouvernance, la faiblesse des exportations et la dette demeurent des obstacles à sa réalisation des objectifs de développement durable. Le Gouvernement éthiopien engage plusieurs réformes économiques dans l'espoir de faire reculer la pauvreté, de créer des emplois et de susciter des transferts de capitaux et technologies. Plus de 60 % du budget national ont été alloués aux secteurs favorables aux pauvres. Les pays les moins avancés, comme l'Éthiopie, ont besoin d'un environnement international permettant aux initiatives nationales de réduire la pauvreté grâce à la diversification et aux réformes économiques ; la transformation structurelle seule ne suffira pas. Les partenaires de développement sont exhortés à montrer leur solidarité au niveau mondial en honorant leurs engagements pris en faveur des pays les plus vulnérables.

3. **M. Peketi** (Togo) dit que la persistance de la pauvreté et du chômage des jeunes alimente les migrations. À l'origine de catastrophes toujours plus nombreuses, les changements climatiques doivent faire l'objet d'une action coordonnée dans le cadre de l'Accord de Paris. À cet égard, la délégation togolaise présente ses condoléances à l'Indonésie, qui a été ravagée par un tremblement de terre et un tsunami deux

semaines plus tôt, de même qu'à Haïti, qui vient de subir une fois de plus un séisme. La faim est endémique, ou presque, dans toute l'Afrique, mais particulièrement au Soudan du Sud, en Somalie et au Yémen. La sécheresse, quant à elle, sévit dans nombre de pays en développement. La Commission doit s'acquitter de son mandat en s'attaquant aux questions de la sécurité alimentaire, de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté, y compris l'extrême pauvreté. L'orateur espère que les délibérations de la Commission seront ouvertes, sans exclusive et constructives, et qu'elles permettront de resserrer la coopération internationale, de favoriser des partenariats diversifiés et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable. Le financement du développement est crucial. Toutes les parties prenantes sont exhortées à honorer leurs engagements dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba.

4. La délégation togolaise salue l'adoption de la résolution [72/279](#) de l'Assemblée générale sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies. Le Togo a présenté des examens nationaux volontaires au Forum politique de haut niveau pour le développement durable trois années de suite, la dernière fois en juillet 2018. La Commission est invitée à prêter une attention spéciale aux pays les plus vulnérables, en particulier en Afrique, dont les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi qu'aux pays en situation d'après conflit et pays à revenu intermédiaire. Chaque pays a droit à une croissance économique soutenue, sans exclusive et durable. Le dialogue et le consensus doivent prévaloir lors des délibérations de la Commission sur la manière de faire changer positivement le monde.

5. **M. Kim Song** (République populaire démocratique de Corée) dit que la réalisation des objectifs de développement durable passe par une action internationale unifiée. Malheureusement, des approches unilatérales en contrarient la mise en œuvre. En particulier, l'autoritarisme de certains États sape la paix et la sécurité internationales, indispensables à la réalisation des objectifs. Malgré tout, la République populaire démocratique de Corée a joué un rôle de chef de file dans l'apaisement notable des tensions dans la péninsule coréenne, une zone sensible du globe. Elle a ainsi favorisé un environnement régional propice au développement et à la prospérité. La population nord-coréenne consacre l'essentiel de son action collective à l'instauration d'une société autonome et civilisée dans

le cadre d'une construction économique socialiste pleinement conforme au Programme 2030.

6. Malheureusement, les efforts de développement de la Corée du Nord se heurtent aux sanctions prises par le Conseil de sécurité de l'ONU, obstacles injustes qui empêchent d'apporter des réponses aux besoins humanitaires, notamment la fourniture de médicaments, de matériels médicaux et même d'équipements sportifs. L'orateur invite les États Membres à collaborer avec la République populaire démocratique de Corée à l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur la justice, l'égalité et l'impartialité et ouvrant la voie à la réalisation des objectifs de développement durable.

7. **M. Braquetti** (Monaco) dit que les systèmes industriels et économiques internationaux ont des effets alarmants sur l'environnement. Les ressources deviennent toujours plus rares et les effets de la pollution sur la santé humaine ne sont pas encore tous connus. Empêcher les changements climatiques n'est plus possible, on ne peut désormais qu'en modérer l'ampleur. L'annonce récente faite par le Secrétaire général d'un sommet sur le climat prévu en septembre 2019 est à saluer.

8. Monaco a accompli de nombreuses avancées vers l'instauration d'un modèle économique vert, en enregistrant des progrès dans l'aménagement urbain, la mobilité, la préservation des ressources, la gestion de l'eau et les espaces verts. Le secteur énergétique de Monaco espère bien atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. L'héliport de Monaco a récemment été le premier héliport au monde à obtenir l'accréditation carbone auprès du Conseil international des aéroports. Monaco vient également d'inaugurer le premier réseau mobile 5G au monde à l'échelle d'un pays et promeut la connectabilité dans le cadre de son programme « Smart nation ».

9. Monaco honore ses engagements en matière d'aide publique au développement et a effectué une contribution volontaire au Fonds commun à l'appui du Programme 2030. Le Programme d'action d'Addis-Abeba a proposé une vision large du financement du développement durable, notamment sa composante environnementale, qui doit être intégrée aux politiques publiques monégasques. Le secteur privé, dans toute sa diversité, doit devenir un acteur à part entière de la mise en œuvre du Programme 2030. À cet égard, il faut saluer la deuxième édition du One Planet Summit, qui s'est tenue en marge des réunions de haut niveau de la session en cours de l'Assemblée générale.

10. **M. Rodrigo** (Sri Lanka) dit que la prise en compte du Programme 2030 dans le plan de développement sri-

lankais commence à porter ses fruits. Le Rapport sur les objectifs de développement durable 2018 a constaté une baisse de l'extrême pauvreté et du chômage, ainsi que des avancées dans les domaines de la santé, de la protection environnementale et de la productivité. Toutefois, le nombre de personnes souffrant de la faim augmente, l'inégalité de genre persiste, et nombreux sont ceux qui n'ont toujours pas accès à l'eau potable et l'assainissement. Les changements climatiques et les conflits continuent de poser de menaces.

11. Le Gouvernement sri-lankais a créé un Ministère distinct du développement durable ainsi qu'une commission parlementaire sur les objectifs de développement durable. Il a aligné sa stratégie Vision 2025 et son Programme d'investissement public 2017-2020 sur le Programme 2030. Le Sri Lanka vient juste de présenter son examen national volontaire lors de la dernière session du forum politique de haut niveau. Le Ministère de l'éducation du Sri Lanka a collaboré avec les organismes des Nations Unies à une campagne nationale à l'appui des initiatives estudiantines visant à réaliser les objectifs de développement durable. Attaché à la réalisation des objectifs, le Sri Lanka a accompli des avancées considérables. Il se heurte toutefois toujours aux problèmes posés par la dépendance aux combustibles fossiles, la dégradation de la forêt et des ressources foncières, ainsi que la vulnérabilité des agglomérations aux catastrophes.

12. **M<sup>me</sup> Nason** (Irlande) dit que les délibérations de la Deuxième Commission donnent tous les ans la mesure de la capacité des États Membres à bien saisir leurs situations réciproques. L'oratrice espère que les discussions de la session en cours donneront lieu à des résolutions réellement multilatérales et axées sur les résultats, qui mettent l'accent sur les principaux objectifs, à savoir : l'élimination de la pauvreté et de la faim, et la réalisation de la croissance durable et sans exclusive. Le délai fixé à 2030 pour réaliser les objectifs de développement durable approchant à grands pas, la communauté internationale doit agir d'urgence pour instaurer un monde à l'abri de la pauvreté et du dénuement et respectueux de la nature.

13. L'Irlande a organisé avec le Kenya les négociations qui ont amené l'adoption en 2015 du Programme 2030. La délégation irlandaise appuie les efforts du Secrétaire général visant à apporter des solutions aux problèmes du financement du développement. L'Irlande demeure attachée à l'engagement d'affecter 0,7 % du revenu national brut à l'aide publique au développement. Elle vient de promettre plus d'un million de dollars d'aide à la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Les problèmes rencontrés par les petits

États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les pays les moins avancés méritent de faire l'objet d'une attention particulière.

14. Nation de migrants, l'Irlande estime que les migrations constituent un trait naturel des sociétés humaines même si d'autres ne partagent pas cet avis. La délégation irlandaise est fière d'avoir contribué à la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants aux côtés de la délégation jordanienne. L'Irlande participera activement à la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, prévue à Marrakech en décembre 2018. Assumant la présidence de la Commission de la condition de la femme, l'Irlande s'emploie également à faire avancer l'égalité des genres, qui n'est pas une faveur à accorder mais un facteur fondamental de l'amélioration de l'existence de tout un chacun. La délégation irlandaise est également honorée d'avoir été priée de coanimer le processus de consultation ayant abouti à la déclaration politique adoptée lors du Sommet de la paix Nelson Mandela. Les États Membres sont exhortés à renouveler leurs efforts visant à concrétiser la vision exprimée par M. Mandela d'une culture de la paix, de la tolérance et du respect de la dignité humaine.

15. **M. Hilale** (Maroc) estime important de redresser le déséquilibre entre ressources de base et autres ressources au moment où progresse la réforme du système des Nations Unies pour le développement. L'orateur souligne que l'APD doit jouer le rôle de catalyseur principal pour la réalisation du Programme 2030, de concert avec les partenariats public-privé et un mode de financement novateur. Le financement du développement pourra ainsi être prévisible et souple. Les chiffres récemment publiés sur le réchauffement climatique et la malnutrition traduisent les menaces posées par les changements climatiques et les conflits, en particulier en Afrique, ainsi que la nécessité d'améliorer la résilience des pays les plus vulnérables. Occupant la vice-présidence du Conseil économique et social chargé de présider le débat consacré aux affaires humanitaires, le Maroc a la ferme volonté de renforcer les synergies entre les débats consacrés au développement et ceux consacrés aux affaires humanitaires.

16. Le Maroc s'apprête à tenir sa deuxième consultation nationale sur les objectifs de développement durable afin d'entamer la préparation d'un autre examen national volontaire à présenter au forum politique de haut niveau. Le Rapport 2018 sur les indicateurs et tableaux de bord des objectifs de développement durable, publié par le Centre des

objectifs de développement durable pour l'Afrique, classe le Maroc en tête du continent africain en lui attribuant un taux de réalisation de 66,1 % des objectifs de développement durable. Le Maroc a adopté une approche du développement axée sur l'être humain qui respecte l'environnement naturel et le patrimoine culturel. Durant la session en cours, la délégation marocaine appuiera une fois de plus le projet de résolution bisannuel intitulé « Promotion du tourisme durable, et notamment l'écotourisme, aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement ».

17. Le Maroc se réjouit d'accueillir à Marrakech en décembre 2018 la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. La Conférence sera l'occasion d'améliorer la gouvernance en matière de migrations, de faire face aux difficultés soulevées par les nouvelles logiques migratoires, et de tirer parti des contributions des migrants au développement. L'orateur se dit également favorable à la nomination par le Secrétaire général d'un Groupe de haut niveau sur la coopération numérique. Les premières consultations africaines se tiendront au Maroc dans le cadre de ce processus.

18. Le Maroc a pris conscience dès le début que les changements climatiques constituaient un « multiplicateur de menaces » et a mis en place plusieurs stratégies nationales pour y faire face. Le premier Sommet africain jamais organisé pour l'action sur les changements climatiques et le développement s'est tenu à Marrakech en 2016, en marge de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Sommet a donné lieu à plusieurs initiatives, tout particulièrement la Commission Climat du Bassin du Congo et le Fonds bleu pour le bassin du Congo. La gestion rationnelle des ressources en eau constitue une grande priorité pour le Maroc qui investit dans de vastes projets d'irrigation. Il a promulgué à cet égard une législation prévoyant une gestion décentralisée et participative des ressources en eau. L'orateur appuie la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » 2018-2028. Il réaffirme l'engagement du Maroc en faveur de la coopération Sud-Sud comme moyen de faire émerger une Afrique nouvelle, confiante dans son potentiel et ouverte sur l'avenir. Au cours des 15 années écoulées, le Maroc a conclu quelque 1 000 accords de coopération avec 28 pays africains sur des questions aussi diverses que l'éducation, la santé, les infrastructures et l'agriculture.

19. **M. Rakhmetov** (Kazakhstan) dit que le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris proposent des directives claires et des idées novatrices pour mettre pleinement à profit les meilleures pratiques au niveau national, régional et mondial. Aujourd'hui, la Commission doit avoir d'urgence la possibilité de donner tout son potentiel pour que son action soit pragmatique et axée sur les résultats.

20. Le Kazakhstan estime que l'Accord de Paris constitue la pierre angulaire des initiatives mondiales prises pour surmonter les difficultés d'ordre climatique et réaliser le Programme 2030. Il attend avec intérêt la tenue en 2019 du sommet sur les changements climatiques. L'engagement collectif en faveur d'une pleine mise en œuvre de cet accord en temps opportun est à réaffirmer. Plus grand pays en développement sans littoral au monde, le Kazakhstan a toujours été en première ligne dans la recherche de solutions aux inconvénients géographiques auxquels cette catégorie de pays est confrontée.

21. À l'évidence, les 17 objectifs de développement durable ont tous une incidence directe sur l'avenir des pays en développement sans littoral. Ils fondent le renforcement des capacités en matière d'infrastructures et d'échanges, ainsi que la promotion de la coopération économique et de la connectabilité au niveau régional. L'ambitieuse phase en cours du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 s'articule autour du Programme 2030. L'examen à mi-parcours à effectuer en 2019 de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne jouera un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement durable par les pays en développement sans littoral.

22. Étant donné le repositionnement en cours du système des Nations Unies pour le développement, les initiatives régionales comme la nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies dirigées par les coordonnateurs résidents indépendants jouent un rôle de plus en plus important. Un nouveau paradigme est à rechercher pour faire face aux défis transnationaux que soulèvent les nouvelles tendances de la mondialisation. Répondre à ces défis, particulièrement fréquents dans les régions sujettes aux conflits, nécessitera de passer d'une stratégie par pays à une stratégie régionale. La réalisation des objectifs de développement durable exige une approche holistique qui tienne compte des intérêts de tous les partenaires. Le Kazakhstan est convaincu que le Conseil économique et social doit conserver son rôle de principal espace de discussions et de coordination à cette fin. Le Kazakhstan est candidat à un siège au Conseil pour la période 2022-2024.

23. Face à la nécessité constatée ces trois dernières années de redoubler d'efforts financiers pour aider les pays à faible revenu à atteindre les cibles essentielles des objectifs de développement durable, la délégation du Kazakhstan reste le défenseur convaincu d'une contribution des États Membres à la poursuite des objectifs, à hauteur de 1 % de leur budget militaire national.

24. Le Kazakhstan partage le sentiment d'urgence exprimé durant le forum politique de haut niveau pour le développement durable 2018, plate-forme essentielle de suivi et d'examen. Il présentera son examen national volontaire au forum politique de haut niveau de 2019. La réalisation des objectifs de développement durable garantira une haute qualité de vie à la population du Kazakhstan et sera également pleinement conforme avec sa Stratégie 2050 et les autres programmes de développement nationaux. Aucune solution toute faite n'existe qui permet de réaliser les objectifs de développement durable, mais une conception commune, un soutien mutuel, des échanges réguliers et des initiatives multilatérales coordonnées insuffleront un puissant élan vers l'instauration d'une société mondiale pacifique, équitable et durable.

25. **M<sup>me</sup> Popescu** (Roumanie) dit que les grands accords internationaux comme le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris peuvent être conclus seulement dans le cadre d'un système multilatéral solide et sûr permettant aux États Membres d'atteindre leurs cibles. La Roumanie salue et appuie la mise en œuvre de la résolution [72/279](#) de l'Assemblée générale intitulée « Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ». L'insuffisance du financement pour le développement demeure toutefois préoccupante. Le ralentissement économique mondial maintient le financement des sources traditionnelles à un niveau inférieur à celui des années précédentes au moment où les risques naturels pèsent fortement sur les petites économies vulnérables et lourdement endettées. La Roumanie salue et appuie la stratégie du Secrétaire général pour le financement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (2018-2021) ; une étroite coopération entre tous les pays développés et en développement, les gouvernements et les acteurs multipartites sera indispensable à la mise en œuvre du Programme.

26. Ce processus doit d'abord s'employer à réduire la pauvreté et mobiliser des ressources pour parvenir à la sécurité alimentaire et atteindre tous les objectifs de développement durable sans laisser personne de côté. Le

Gouvernement roumain a intégré les principaux principes du Programme 2030 dans son paradigme de développement national pour garantir une bonne gouvernance et le respect de la primauté du droit, des droits de l'homme et de la prise en compte de la problématique femmes-hommes. La présentation de son examen national volontaire au forum politique de haut niveau de juillet 2018 a été un exercice très utile. La Roumanie est attachée à l'application de l'Accord de Paris, à la lutte contre les changements climatiques et la pollution, ainsi qu'à la protection de l'environnement contre toute autre dégradation.

27. L'adaptation continue des politiques et des ressources, ainsi que l'attention portée à tous les individus et populations, et d'abord les plus vulnérables, sont nécessaires pour instaurer une société durable et résiliente. En 2017, la Roumanie a enregistré une accélération de son taux de croissance économique, porté à 6,9 % par les hausses salariales qui ont accru le pouvoir d'achat et par les investissements bruts du secteur privé. La croissance potentielle du produit intérieur brut (PIB) a totalisé près de 5 % la même année, poussée en grande partie par la productivité globale des facteurs. Les investissements dans l'infrastructure et les évolutions favorables constatées dans l'appareil de production, les investissements dans les transports et la population active permettent d'espérer qu'une hausse sensible du stock de capital amènera une augmentation de la croissance réelle du PIB en 2018.

28. Le Gouvernement roumain attache également une grande importance aux soins de santé et à l'amélioration de leur accessibilité en zones rurales. Il a mis en œuvre des politiques et programmes de soins de santé au niveau national qui ciblent les groupes vulnérables ; il a également renforcé le système de soins de santé en vue d'atteindre la couverture sanitaire universelle.

29. L'éducation, un des principaux domaines transversaux du développement durable, ne doit pas être centrée exclusivement sur l'aspect environnemental. Elle doit également être guidée par la coopération et le partenariat entre plusieurs décideurs : l'administration centrale et les collectivités locales ; les unités d'enseignement et de recherche ; le système de soins de santé ; le secteur privé, notamment les industries manufacturières, les transports, l'agriculture et le commerce ; les syndicats ; les médias ; les organisations non gouvernementales ; les populations locales ; les citoyens ; les organisations internationales.

30. La Roumanie contribue à la lutte contre l'extrême pauvreté et aide au développement d'institutions démocratiques durables dans les pays en

développement, ainsi qu'à l'édification de partenariats de coopération Sud-Sud et triangulaire. Elle a participé, dans le cadre d'actions bilatérales, à la formulation de normes régissant la sécurité alimentaire et le traitement des produits alimentaires au niveau international, ainsi qu'à l'élaboration de techniques agricoles, et de lutte contre l'érosion des sols et la désertification.

31. **M<sup>me</sup> Boham** (Ghana) dit que le Gouvernement ghanéen espère que l'action de la Commission stimulera l'aide et maintiendra l'élan donné à la mise en œuvre nationale des objectifs de développement durable, loin d'être atteints par la plupart des pays en développement. Malgré les progrès relatifs accomplis, nombre de pays continuent de se heurter à des problèmes comme les pratiques commerciales déloyales et les aléas du système économique international, les faibles revenus et le chômage, ainsi que le manque d'accès à l'éducation de qualité, aux sources d'énergie rentables et aux services de soins de santé de qualité et à leur financement, à l'heure où les effets des changements climatiques continuent de creuser les inégalités.

32. Le Gouvernement ghanéen estime que les ressources de la planète suffisent à garantir à tous les pays la possibilité d'atteindre la prospérité. Il préconise la réaffirmation d'un système commercial multilatéral réglementé favorisant les échanges et permettant aux pays en développement d'élargir leur base d'exportation et de stimuler leur croissance économique. Un environnement propice à la création d'emplois – en particulier pour les jeunes – est également à promouvoir, compte étant tenu du lien intrinsèque entre les jeunes et le développement. Leurs importantes populations de jeunes imposent aux pays africains d'associer celles-ci à leurs discussions nationales sur le développement pour atteindre les objectifs du Programme 2030. Le Ghana a intégré la totalité des 17 objectifs de développement durable dans sa vision nationale et son budget. Il présentera son examen national volontaire au forum politique de haut niveau de juillet 2019.

33. À cet égard, la délégation du Ghana souhaite souligner l'importance d'un développement industriel durable, conformes aux politiques industrielles et cadres institutionnels appuyés par l'investissement dans l'infrastructure industrielle, les technologies propres, l'adaptation aux changements climatiques, l'innovation, les technologies environnementales et la formation professionnelle.

34. Le Ghana salue le plan de mise en œuvre du système redynamisé des coordonnateurs résidents. Le système doit demeurer axé sur le développement durable tout en cherchant à éliminer la pauvreté, en phase avec le caractère intégré du Programme 2030 et le

Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD). La nécessité d'un financement suffisant, prévisible et durable du système des coordonnateurs résidents est à souligner. Les États Membres doivent contribuer volontairement au Fonds commun à l'appui du Programme 2030 pour apporter une réponse cohérente, efficace et responsable adaptée aux priorités et besoins de chaque pays.

35. La coopération Sud-Sud est de plus en plus indispensable pour soutenir les capacités de production des pays en développement. Elle continue de bénéficier aux flux commerciaux et financiers, aux capacités techniques et à la croissance économique. Le Ghana exhorte l'Organisation des Nations Unies à faciliter cette coopération.

36. **M<sup>me</sup> Simonyan** (Arménie) dit que les politiques participatives et sans exclusive de développement durable assureront la survie aux sociétés pacifiques qui puisent leur force dans la diversité. L'efficacité de la coopération internationale pour le développement s'appuie sur la viabilité à long terme du développement non sélectif. Une pure création de richesse sans répartition équitable conduira seulement à l'injustice et aux inégalités.

37. Le Gouvernement arménien a créé des cadres institutionnels pour garantir la conformité de ses priorités et stratégies nationales avec les objectifs de développement durable. Des réformes ambitieuses et le lancement d'un programme de partenariat spécial entre le Gouvernement arménien et l'équipe de pays des Nations Unies visent à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 en mettant l'accès sur la capacité des innovations à faire avancer le développement intelligent. En effet, en présentant son premier examen national volontaire au forum politique de haut niveau de juillet 2018, l'Arménie a souligné le rôle des partenariats pour l'innovation à l'appui des projets ayant un impact social et environnemental. Elle a organisé une manifestation parallèle en marge du forum, à savoir : une rencontre de haut niveau sur le rôle de l'innovation et de l'entreprise sociale faisant suite au Sommet sur l'investissement à impact pour le développement qu'elle a accueilli en 2017.

38. Comme en témoignent ses stratégies nationales de développement durable, le Gouvernement arménien est déterminé à intégrer les objectifs de développement durable dans tous les domaines de la gouvernance. Dans le contexte pacifique d'une transformation des structures gouvernementales et d'un changement de gouvernement intervenus au cours de l'année passée, l'Arménie a lancé un programme de réformes complet qui met l'accent sur la gouvernance démocratique.

Ayant accordé la priorité à un programme d'innovations, le Gouvernement arménien est pleinement attaché à la création et au développement de systèmes de gestion des connaissances qui en optimisent l'incidence. L'oratrice espère que les débats de la Commission aideront à recenser de nouvelles filières et plateformes de partenariats et d'innovations à l'appui des objectifs.

39. **M. Traore** (Sénégal) dit que la communauté internationale peine à honorer les engagements pris dans le cadre des Programme 2030, Programme d'action d'Addis-Abeba et Accord de Paris. Celle-ci continue de se heurter à plusieurs obstacles comme le retour à l'unilatéralisme, la guerre commerciale, la menace environnementale, la raréfaction des ressources financières des pays en développement et la persistance de la fracture technologique entre pays développés et pays en développement.

40. Le succès de la réforme du Secrétaire général sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement est à assurer. Les initiatives internationales sont à soutenir pour replacer l'action de l'Organisation au cœur de la gouvernance économique mondiale. Tout espoir de réaliser le développement durable est vain si la communauté internationale ne veille pas au respect scrupuleux des accords internationaux correspondants à travers les trois dimensions : économique, sociale et environnementale. La mise en œuvre du Programme 2030 dépend du financement. Aussi le Gouvernement sénégalais salue-t-il la stratégie lancée par le Secrétaire général visant à accélérer les progrès dans ce sens.

41. Les flux financiers illicites qui sapent les efforts de développement du continent africain doivent cesser d'urgence. Au moyen de son Plan Sénégal émergent, le Sénégal a réalisé des succès remarquables dans les objectifs de développement durable. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Sénégal réduit considérablement les effets de la pauvreté, surtout en zones rurales, dans le cadre de son Programme d'urgence de développement communautaire, exemple de partenariat réussi dans l'accès à l'énergie, à l'assainissement et aux infrastructures sanitaires et éducatives. Un progrès décisif est nécessaire pour parvenir au consensus indispensable à la formulation des réponses collectives et pertinentes aux défis actuels liés au développement durable.

42. *M. Remaoun (Algérie), Vice-Président, assume la présidence.*

43. **M. Stefanile** (Italie) dit que la délégation italienne estime que l'ordre du jour de la Commission doit continuer d'être axé sur la mise en œuvre du Programme

2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba et de l'Accord de Paris. L'accent mis sur le principe consistant à ne laisser personne de côté durant le débat général est à saluer. La lutte contre la pauvreté, la marginalisation et les inégalités est à inscrire au nombre des principales priorités de la Commission.

44. La réforme prochaine du système de développement de l'Organisation offre une occasion unique et pose un défi majeur. Fidèle à la tendance à la hausse de son APD enregistrée ces dernières années, l'Italie apportera deux millions d'euros au fonds d'affectation spéciale pour un système de coordonnateurs résidents redynamisé.

45. La délégation italienne attache une grande importance à la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2, en particulier dans les régions les plus touchées par les changements climatiques. Mettre un terme à la faim, parvenir à la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, et promouvoir l'agriculture durable doivent demeurer ancrés dans le programme d'action de la communauté internationale. Les compétences et les capacités opérationnelles des organismes compétents des Nations Unies ayant leur siège à Rome sont à optimiser.

46. Le respect des droits de l'homme est une composante fondamentale du développement durable. Comme mentionné ci-dessus, faire cesser toutes les formes de la discrimination, parvenir à l'égalité des genres, donner aux femmes et aux filles plus d'autonomie et privilégier l'intégration des plus vulnérables dans les sociétés, en particulier les personnes handicapées, doit constituer une entreprise commune dans la poursuite du Programme 2030. À cette fin, la communauté internationale doit renforcer le financement pour le développement durable, notamment en favorisant les partenariats multipartites au niveau mondial. De son côté, l'Italie encourage la participation active du secteur privé, comme en témoigne la participation de plus de 200 entreprises italiennes au Pacte mondial des Nations Unies.

47. L'Italie est prête à contribuer aux initiatives mondiales de lutte contre les changements climatiques, qui doivent être une priorité absolue pour la communauté internationale. Dans ses initiatives visant à réaliser le Programme 2030, l'Italie consacre une attention particulière aux besoins et vulnérabilités spécifiques aux pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement. L'Italie est heureuse de soutenir les initiatives de 10 pays prioritaires dans le cadre de la coopération pour le développement axées sur la réalisation des objectifs de développement durable. Aux

côtés de six pays en développement sans littoral d'Afrique, Asie et Amérique latine, l'Italie a lancé et financé des projets liés directement ou indirectement à la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne. En prévision de l'examen à mi-parcours des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), l'Italie participe également aux initiatives de partenariat pour la promotion du développement durable des petits États insulaires en développement.

48. Autres grandes priorités pour l'Italie, la croissance économique et le développement durable en Afrique sont à maintenir au premier plan de l'ordre du jour de la Deuxième Commission également. L'Italie est favorable à la mise en œuvre d'un partenariat multidimensionnel de long terme avec l'Afrique sur des questions d'intérêt mutuel, en particulier l'éducation, les infrastructures, l'accès aux énergies durables et le rôle des femmes et des jeunes. Plus tard dans le mois, l'Italie accueillera la deuxième Conférence Italie-Afrique à Rome.

49. **M. Park Chull-Joo** (République de Corée) dit que le rapport du Secrétaire général « Point annuel sur les objectifs de développement durable » ([E/2018/64](#)) montre certes des avancées dans certains domaines, mais beaucoup reste encore à faire. La délégation de la République de Corée salue les initiatives visant à réformer le système des Nations Unies pour le développement et le plan de mise en œuvre du système des coordonnateurs résidents redynamisé. Elle attend avec intérêt l'ouverture de consultations ouvertes, transparentes et associant toutes les parties aux côtés des États Membres durant le processus de mise en œuvre. Le système des coordonnateurs résidents doit améliorer son efficacité et efficience générales ; la délégation de la République de Corée se félicite d'avance de poursuivre le renforcement des services partagés pour réduire les structures parallèles et optimiser les gains d'efficience.

50. Le pacte de financement doit demeurer un élément clé non seulement pour garantir la souplesse du financement et de la collaboration entre organismes, mais aussi pour améliorer la transparence et la responsabilisation globales du système. Toutefois, le pacte ne doit pas freiner la poursuite de la collaboration avec de nouveaux donateurs. La communauté internationale doit être consciente de toute déconnexion entre le plan de mise en œuvre du coordonnateur résident et le pacte. De même, les nouveaux mécanismes de financement doivent faire l'objet d'une coordination holistique.

51. Un processus efficace de suivi et d'examen du Programme 2030 continuera d'être crucial ; l'évaluation du forum politique de haut niveau – principal mécanisme de suivi et d'examen – sera également toujours plus importante. Les débats de fond et le solide examen thématique qui ont marqué le forum politique de haut niveau de juillet 2018 sont à saluer. L'orateur attend avec intérêt le renforcement et le perfectionnement de ce processus.

52. Le renforcement des partenariats avec le secteur privé et la société civile, ainsi que l'accélération de la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba seront nécessaires pour garantir les moyens de mise en œuvre du Programme 2030. Malgré la dynamique grandissante des investissements dans le développement durable, le déficit de financement demeure important. L'orateur préconise la poursuite des discussions pour trouver les moyens de mobiliser les investissements et aider au financement du Programme 2030 dans le souci de ne laisser personne de côté.

53. La communauté internationale ne doit pas briser son élan dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris et l'élimination des obstacles qui l'entravent. La finalisation du règlement de cet Accord exige une action mondiale fondée sur la coopération et le consensus. Des progrès encourageants ont certes été enregistrés lors d'une réunion, à Bangkok le mois précédent, entre des organes subsidiaires spécialisés dans les changements climatiques et un Groupe de travail spécial, mais la communauté internationale est actuellement engagée dans la phase la plus difficile du processus. La délégation de la République de Corée espère que les signataires de cet accord participeront activement à la réunion de préparation de Cracovie avant la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour parvenir à des solutions réalistes.

54. La République de Corée a intensifié ses actions au plan national. Elle honorera résolument ses promesses d'atteindre les objectifs de réduction de gaz à effet de serre avant 2030 dans le cadre de ses contributions déterminées au niveau national en vertu de l'Accord de Paris. Au regard du rapport « Réchauffement planétaire de 1,5 °C » publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, la nécessité de durcir la réponse mondiale à la menace des changements climatiques est plus évidente que jamais. Au niveau international, la République de Corée continuera d'aider les pays en développement à répondre aux changements climatiques. À cet égard, la poursuite de l'action du Fonds vert pour le climat et de l'Institut mondial de la croissance verte est à espérer.

55. La communauté internationale doit renforcer ses initiatives de réduction des risques de catastrophe. Comme l'ont montré les événements récents, les pertes et dommages causés par les catastrophes naturelles sont toujours plus importants et fréquents. Les programmes mondiaux et régionaux de réduction des risques de catastrophe, dont le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, sont fondamentaux pour préserver les modes de subsistance et la sécurité des populations.

56. Le repositionnement en cours du système des Nations Unies pour le développement doit entièrement concorder avec l'action engagée pour améliorer l'efficacité du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat). La délégation de la République de Corée prend note des recommandations formulées par le Groupe de travail à composition non limitée après qu'il s'est réuni à Nairobi. Elle se réjouit d'avance d'en débattre plus avant pour aider l'ONU-Habitat à mieux s'acquitter de ses tâches et responsabilités.

57. **M. Alsharrah** (Koweït) dit que les bons résultats atteints lors des trois courtes années écoulées depuis l'adoption des objectifs de développement durable sont de nature à inciter les États Membres à resserrer leur collaboration. Le Koweït a harmonisé sa vision nationale avec le Programme 2030 sous le slogan « un nouveau Koweït d'ici 2035 ». Il a veillé à associer tous les secteurs de la société, notamment la société civile, le secteur privé et le milieu universitaire. Le Koweït prévoit de présenter son examen national volontaire au forum politique de haut niveau en 2019.

58. En tant que pays en développement à revenu élevé, le Koweït s'acquitte de sa responsabilité régionale d'aider les États aux prises avec des tensions et des crises humanitaires. Il continuera de constituer des partenariats par l'intermédiaire du Fonds koweïtien pour le développement économique des pays arabes. Enfin, la délégation koweïtienne appuie l'initiative du Secrétaire général sur la réforme du système des Nations Unies pour le développement.

59. **M. Tevi** (Vanuatu) dit que la science, la technologie et l'innovation ont certes amené de remarquables bienfaits, mais elles ont également contribué à l'inégalité et à la non-viabilité. La pauvreté et les maladies non contagieuses sapent toujours les avancées accomplies dans la réalisation des objectifs de développement durable, tandis que les catastrophes naturelles, aggravées par les changements climatiques, peuvent annuler des années de développement économique. Particulièrement préoccupante est la lenteur des progrès effectués par les petits États

insulaire en développement et les pays les moins avancés.

60. La répartition inégale de la croissance entrave la réduction de la pauvreté et le développement humain. Vanuatu a certes fait grandement avancer l'autonomisation des femmes et des filles, mais beaucoup reste à faire pour offrir à plus de filles la possibilité d'acquérir des diplômes d'enseignement supérieur et pour associer plus de femmes aux plus hauts niveaux de la prise de décision. Le Gouvernement de Vanuatu vient de lancer la Stratégie d'inclusion financière nationale de Vanuatu 2018-2023, initiative conçue pour fournir des services financiers aux populations défavorisées et groupes à faible revenu. La délégation de Vanuatu salue les actions actuellement menées pour réformer le système des Nations Unies pour le développement de sorte que celui-ci puisse mettre à profit le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, l'Accord de Paris et les programmes d'action en faveur des pays en situation particulière, dont les Orientations de Samoa et le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020.

61. Vanuatu, désigné pour passer dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, à l'instar de nombreux pays les moins avancés, est préoccupé de voir que les pays changent ainsi de catégorie selon le critère du revenu national brut et, dans une moindre mesure, selon l'indice du capital humain sans pour autant atteindre la valeur seuil de l'indice de vulnérabilité économique. Un mécanisme institutionnel est à mettre en place pour organiser le retrait progressif des avantages de chaque pays après la sortie de la catégorie des pays les moins avancés de manière à ne pas troubler le processus de développement. Faute de partenariat durable et de financements internationaux, les efforts déployés par les pays comme Vanuatu pour réaliser les objectifs du Programme 2030 seront vains.

62. **M. Sisilo** (Îles Salomon) dit qu'une sortie durable et irréversible des pays de la catégorie des pays les moins avancés exige que ceux-ci continuent de bénéficier d'un appui international adapté. Les Îles Salomon continueront de s'employer à sortir de la catégorie des pays les moins avancés, mais leur situation de pays sortant d'un conflit et de petit État insulaire en développement exigera du temps avant de mettre en œuvre de prudentes politiques macroéconomiques et financières. Le renchérissement de l'énergie, le fort endettement, la petite taille des marchés et la vulnérabilité aux chocs économiques et changements climatiques rendent extrêmement improbable le maintien des valeurs de seuil permettant d'envisager la

sortie de la catégorie des pays les moins avancés. La période de transition devrait être prolongée pour permettre aux Îles Salomon de formuler une stratégie de transition réaliste et sans heurts qui y facilitera la réalisation des objectifs du Programme 2030 et du Programme d'action d'Istanbul. L'aide des partenaires de développement améliorera ses perspectives de sortie de la catégorie des pays les moins avancés et de réalisation des objectifs de développement durable.

63. **M<sup>me</sup> Supatashvili** (Géorgie) dit que le Gouvernement géorgien a modifié ses indicateurs du développement et mettra en place un système novateur de surveillance électronique visant à tenir les organismes publics comptables des progrès accomplis sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable. La Géorgie attache une importance particulière à l'objectif 16 : promouvoir l'avènement de sociétés équitables, pacifiques et ouvertes à tous. Assumant la coprésidence du Partenariat pour le gouvernement ouvert, la Géorgie a accueilli en juillet 2018 le cinquième sommet du Partenariat pour le gouvernement ouvert à Tbilissi. De concert avec la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies et ses partenaires dans le Forum 16+, la Géorgie a également accueilli le premier forum annuel sur l'objectif 16 intitulé « Sociétés équitables : promouvoir une bonne gouvernance, la primauté du droit et la lutte contre la corruption ».

64. La communauté internationale fait face à un problème critique dans le financement des objectifs de développement durable. Assumant actuellement la présidence du Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement, la Géorgie est fière d'accueillir le deuxième forum de Tbilissi sur la solidarité et le financement international prévu en décembre 2018. Signataire de l'Accord de Paris, la Géorgie développe l'utilisation des ressources renouvelables et encourage le rendement énergétique dans tous les secteurs de l'économie. La Géorgie s'est engagée à réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre en dessous du niveau de 1990, à l'horizon 2030. À partir du 1<sup>er</sup> octobre 2018, le Gouvernement géorgien a commencé à mettre en œuvre une nouvelle loi qui restreint l'utilisation, l'importation et l'exportation des sacs en polyéthylène.

65. **M. Madisa** (Botswana) dit que, depuis son dernier examen national volontaire, le Botswana a progressé dans la réalisation des objectifs de développement durable malgré les nombreux obstacles que celui-ci rencontre en tant que pays à revenu intermédiaire et pays en développement sans littoral. L'orateur souligne que les efforts nationaux seront vains sans un environnement mondial propice qui favorise le financement, le

renforcement des capacités et le transfert de technologie. L'élimination de la pauvreté et de la faim ainsi que la promotion des priorités des groupes de pays en situation particulière sont indispensables. En particulier, les pays en développement sans littoral pâtissent de coûts de transport élevés et de marchés restreints. L'orateur attend avec intérêt l'examen complet de haut niveau à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne pour la décennie 2014-2024, prévu dès décembre 2019 conformément à la résolution 72/232 de l'Assemblée générale sur le suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.

66. Le Botswana demeure attaché à l'Accord de Paris et attend avec intérêt la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue en Pologne en décembre 2018. Il se félicite également de la réunion de haut niveau sur les pays à revenu intermédiaire prévue durant la session en cours en décembre 2018, ainsi que de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, prévue en Argentine en mars 2019. Enfin, l'orateur espère que la Deuxième Commission abordera dans un esprit de compromis les nombreux points majeurs inscrits à son ordre du jour.

67. **M. Perez** (République dominicaine) dit que la stratégie nationale de développement participative de la République dominicaine s'est alignée à 72 % sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. En République dominicaine, toutes les catégories de la population participent aux initiatives publiques et privées de mise en œuvre de la Stratégie et du Programme 2030. De nouveaux acteurs compétents issus du milieu universitaire, des ONG et du secteur privé se sont ralliés. En vertu d'un accord en particulier, les représentants de l'enseignement supérieur ont promis d'intégrer les objectifs dans les programmes universitaires et de mener des recherches conjointes sur le développement durable. Des initiatives visant à constituer des partenariats similaires avec les collectivités locales, la société civile et le congrès national sont en cours.

68. Consciente de l'interdépendance des 17 objectifs de développement durable, la République dominicaine a mis en place des politiques dans cinq domaines prioritaires pour en accélérer la réalisation : réduction de la pauvreté multidimensionnelle ; compétitivité et travail décent ; consommation et production durables ; résilience aux changements climatiques et autres risques ; institutions étatiques solides et non sélectives. La République dominicaine a élaboré une feuille de

route pour parvenir à l'objectif de développement durable n° 2 et lancé une stratégie nationale visant à atteindre l'objectif de développement durable n° 1. Elle a aussi établi un processus consultatif national sur les océans pour avancer vers l'objectif de développement durable n° 14 et a défini une stratégie d'intégration du souci d'égalité entre les sexes dans les 17 objectifs.

69. L'incidence économique des catastrophes naturelles, en particulier sur le logement et la croissance démographique, pose un problème majeur à la République dominicaine qui prévoit une population urbaine de 40 % à l'horizon 2030. Actuellement dixième pays le plus vulnérable sur la planète aux risques hydrométéorologiques, la République dominicaine met tout en œuvre pour améliorer la résilience de toutes les composantes de la société.

70. La République dominicaine a enregistré une solide croissance économique avec un produit intérieur brut dépassant 6,45 % au cours des quatre années écoulées et une baisse sensible du niveau de pauvreté. Les contraintes budgétaires demeurent toutefois un obstacle majeur à la mise en œuvre du Programme 2030. Sa situation de pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) restreint son accès aux capitaux étrangers, en particulier la possibilité d'y accroître l'aide publique au développement. Ainsi, sa croissance économique n'a pas encore pu amener un recul des inégalités, élargir l'accès aux emplois et aux services publics de qualité, ou permettre un développement durable au plan économique, social et environnemental.

71. La République dominicaine s'engage à collaborer étroitement avec le système des coordonnateurs résidents redynamisé et la nouvelle génération d'équipes de pays des Nations Unies que propose la résolution 72/279 de l'Assemblée générale intitulée « Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ». La République dominicaine espère que ce repositionnement améliorera l'aide aux pays à la mise en œuvre efficace du Programme 2030. Dans le même temps, elle souhaite réaffirmer son engagement pour le multilatéralisme, la collaboration et l'action collective comme moyens de réaliser les objectifs de l'Organisation.

72. **M<sup>me</sup> Ahmadi** (Bahreïn) dit que le Bahreïn a atteint plusieurs objectifs de développement durable plus tôt que prévu. Le Bahreïn vient juste de soumettre son premier examen national volontaire au forum politique de haut niveau en juillet 2018. Le Gouvernement a intégré une grande majorité des objectifs dans son plan d'action 2015-2018 et fera de même pour 2018-2021. Le

Bahreïn a enregistré un fort taux de croissance économique durant la décennie écoulée qui lui a permis d'accroître respectivement les dépenses de santé, d'éducation et de protection sociale. Le secteur privé a été un partenaire clé en matière de développement en offrant des emplois à rémunérations élevées qui ont aidé à ramener le chômage du Bahreïn à moins de 4 %. Le fonds Tamkeen financé par le Gouvernement du Bahreïn a alloué plusieurs milliards de dollars aux petites et moyennes entreprises et formé plus de 100 000 individus, dont des femmes et des jeunes.

73. Le Gouvernement du Bahreïn est particulièrement attentif au logement des personnes à revenus modestes, et des femmes divorcées et célibataires. En coopération avec le bureau extérieur du PNUD, le Bahreïn a intégré le principe de durabilité dans sa politique de logement en réduisant la consommation d'énergie par la promotion de matériaux de construction respectueux de l'environnement et de l'isolement thermique. De nouveaux services sont équipés de systèmes d'énergie solaire appelés à devenir la norme.

74. **M<sup>me</sup> Crabtree** (Turquie) dit que le financement, le transfert de technologie et la coopération Sud-Sud sont d'une importance capitale pour réaliser le Programme 2030. La Turquie a porté son APD à 0,95 % de son PIB, bien au-dessus de la cible des 0,7 %, allouée pour l'essentiel aux pays les moins avancés à l'appui de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul. La Turquie accueille la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, dont l'inauguration en juin 2018 a marqué la réalisation de la cible 8 de l'objectif de développement durable n° 17. Outre la fourniture d'installations à la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, le Gouvernement turc apportera deux millions de dollars de contribution annuelle jusqu'en 2021. Les autres États Membres sont exhortés à effectuer leurs contributions volontaires.

75. La Turquie est aussi le pays hôte du Centre international d'Istanbul d'appui au secteur privé aux fins du développement, un des six centres de politique du PNUD destinés à promouvoir des modèles d'entreprise ouverts, la formation adaptée aux besoins du marché du travail et l'investissement responsable. En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement, la Turquie a lancé un accélérateur d'impact des objectifs de développement durable pour encourager l'esprit d'entreprise et l'innovation dans les pays les moins avancés. En étroite coordination avec la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, cette initiative privilégiera les personnes déplacées et les réfugiés.

76. Située au croisement historique des migrations, la Turquie a toujours été ouverte aux personnes dans le besoin sans discrimination, tout récemment en accueillant des millions de réfugiés syriens. Pays d'origine et de destination, la Turquie a activement participé aux négociations relatives au Pacte mondial sur les migrations, comme préalablement lors des négociations relatives au pacte mondial sur les réfugiés. L'oratrice attend avec intérêt l'adoption du nouveau pacte lors de la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières en décembre 2018. Elle affirme l'engagement de la Turquie d'assurer un suivi en collaborant avec l'Organisation internationale pour les migrations durant la phase de mise en œuvre.

77. La délégation turque salue la proclamation de la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » 2018–2028. Elle félicite le Tadjikistan pour le rôle de chef de file qu'il a joué pour faire mieux connaître les questions relatives à l'eau à l'international. Durant l'année écoulée, la Turquie a subi de graves inondations et la sécheresse la plus grave enregistrée depuis 44 ans. Pays situé en amont et en aval, la Turquie poursuit une politique transfrontière relative à l'eau destinée à assurer une coopération efficace et équitable entre États riverains. La poursuite de la coopération internationale est d'autant plus nécessaire que les changements climatiques aggravent le stress hydrique dans le monde.

78. La délégation turque appuie le processus de réforme du système des Nations Unies pour le développement lancé par le Secrétaire général. Un repositionnement du système pour le développement bénéficiera réellement aux pays à différents niveaux de développement. L'appropriation et le consentement au niveau national doivent en être les principes directeurs, l'accent étant mis sur les pays ayant des besoins spéciaux.

79. **M<sup>me</sup> Alali** (Émirats arabes unis) dit que les Émirats arabes unis peuvent se flatter d'avoir le ministre le plus jeune au monde, ce qui témoigne bien de leur priorité accordée aux jeunes et aux femmes. Ils sont également le premier pays de la région à exiger la présence de femmes au sein de la direction des entreprises et des services de l'État. Les Émirats arabes unis ont aussi constitué un Conseil pour la parité des sexes, nommé neuf femmes ministres, et fait don de quelque 21 millions de dollars à l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes).

80. Les instruments comme l'Accord de Paris sont d'autant plus importants que jamais que les catastrophes

naturelles sont en hausse. La récente annonce par le Secrétaire général de la tenue en septembre 2019 du sommet sur le climat est à saluer. Le Fonds Émirats arabes unis et Caraïbes pour les énergies renouvelables est un modèle d'aide aux pays à la lutte contre les changements climatiques. L'oratrice s'enorgueillit que l'Organisation de coopération et de développement économiques a classé les Émirats arabes unis comme le premier donateur d'APD par habitant au monde.

81. La quatrième révolution industrielle ouvre des perspectives extraordinaires mais soulève également des difficultés imprévues. En octobre 2018, Dubaï, capitale des Émirats arabes unis, accueillera le Forum mondial des Nations Unies sur les données à faire en sorte que le Programme 2030 puisse bénéficier de statistiques. En qualité de membre du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique récemment formé par le Secrétaire général, les Émirats arabes unis privilégieront la coopération numérique entre les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les organisations internationales et le milieu universitaire. La coopération numérique internationale sera également le thème de « Expo Dubaï 2020 », première exposition internationale prévue au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud. Les Émirats arabes unis se réjouissent aussi à la perspective de participer à la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, prévue à Marrakech en décembre 2018.

82. *M. Skinner-Klée Arenales (Guatemala) reprend la présidence.*

83. **M. Kapambwe** (Zambie) dit que la Zambie a progressé en matière de développement durable et de croissance profitant à tous. S'employant à devenir un pays à revenu intermédiaire prospère, la Zambie met en œuvre son septième plan national de développement en ciblant plus de 5 % de taux de croissance annuelle du PIB jusqu'en 2021 ainsi qu'une hausse de la mobilisation des ressources nationales annuelles à environ 18 % du PIB. Le taux de croissance du PIB a crû constamment depuis le lancement en 2017 du plan, bien qu'à un rythme légèrement plus lent que l'année précédente.

84. Le Gouvernement zambien s'est employé en priorité à promouvoir le commerce et les investissements internationaux, qui ouvrent de riches perspectives et améliorent la compétitivité de la Zambie, ainsi que le développement des infrastructures dans les transports, le numérique et les secteurs de l'énergie, avec le concours du secteur privé. Des améliorations ont été apportées aux secteurs clés comme l'agriculture, le tourisme, l'industrie manufacturière et l'énergie.

85. Le secteur agricole constitue le premier des modes de subsistance de nombreuses personnes en Zambie. Des mesures de diversification ont été prises à cet égard pour améliorer les niveaux de vie en zones rurales et urbaines. La Zambie se heurte toutefois à de grandes difficultés comme la faiblesse de la productivité agricole, en particulier parmi les petits exploitants agricoles, l'insuffisance de la mécanisation agricole, et la faiblesse des connexions commerciales et de l'apport de valeur ajoutée à la production agricole. Le Gouvernement zambien y a répondu en introduisant des pratiques agricoles climatiquement rationnelles et continuera de développer les infrastructures d'irrigation et d'investir dans la lutte phytosanitaire et contre les maladies pour protéger les cultures et le bétail.

86. Le Gouvernement zambien s'emploie à accroître la production d'électricité et à promouvoir de gros investissements dans l'infrastructure des transports pour mieux tirer profit d'une vaste reprise et améliorer les perspectives économiques. Pour accélérer l'industrialisation, la Zambie a financé la création de zones économiques multiservices, de parcs industriels et d'autres infrastructures de soutien. Plusieurs réformes politiques et structurelles ont également été mises en œuvre dans le cadre du Programme de stabilisation et de croissance économiques, notamment des mesures prises pour améliorer la mobilisation de ressources nationales grâce à la modernisation et à l'automatisation des dispositifs de perception des recettes, pour perfectionner les incitations fiscales et élargir l'assiette fiscale de l'économie.

87. La croissance économique en Zambie, très dépendante des produits primaires, a pâti de la dépréciation des produits de base, de la faiblesse de l'investissement étranger direct, du recul du pays dans le commerce international, ainsi que du financement coûteux et insuffisant. La baisse de l'APD et des autres sources de financement du développement compromet gravement la réalisation des objectifs de développement durable. L'amélioration de la politique et du financement international public doit compléter les initiatives de mobilisation des ressources nationales. Tous les partenaires de développement sont exhortés à s'engager à coopérer et à intensifier la coopération pour enrayer toutes les formes de flux financiers illicites, notamment la fraude fiscale et la corruption, qui privent l'Afrique de ses ressources. La délégation zambienne préconise une réelle coopération pour le développement et un renforcement de l'aide à la coopération Sud-Sud, qui doit compléter, et non remplacer, la coopération Nord-Sud.

88. La Zambie continue de poursuivre ses initiatives concernant les systèmes d'alerte avancée, l'adaptation

aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets et la mobilisation des ressources. Pour améliorer les systèmes d'alerte avancée et la capacité d'interpréter l'information sur les changements climatiques, le Gouvernement zambien met tout en œuvre pour améliorer l'accès à l'information liée au climat, en particulier pour les agriculteurs désireux d'adopter des pratiques agricoles résilientes aux changements climatiques. Le Gouvernement cherche aussi à renforcer la capacité de la Zambie de synthétiser, analyser et transmettre les évaluations des risques liés au climat et à promouvoir les services d'information climatique. La Deuxième Commission doit continuer d'exhorter les États Membres à honorer leurs engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Cela préservera les modes de subsistance des populations contre les effets environnementaux préjudiciables et, en outre, atténuera les incidences des régimes météorologiques amenant sécheresses, inondations et températures extrêmes.

89. Enfin, l'orateur félicite le Secrétaire général pour les avancées effectuées dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement et la préparation du plan de mise en œuvre destiné à améliorer le travail des équipes de pays et coordonnateurs résidents.

90. **M<sup>me</sup> Lodhi** (Pakistan) dit que l'environnement mondial conflictuel entrave la pleine réalisation des objectifs des accords internationaux, ce qui aura des incidences négatives pour tous et, en particulier pour la croissance et la prospérité des pays en développement. Durant la session en cours, la Commission devrait examiner les moyens de renforcer les accords multilatéraux de coopération, promouvoir la coopération internationale pour atteindre les objectifs communs et s'attaquer aux obstacles à la mise en œuvre des accords internationaux clés, ainsi qu'aux problèmes de développement nouveaux.

91. Les priorités clefs du Gouvernement pakistanais correspondent aux objectifs du Programme 2030 comme la relance de l'économie ; le développement du secteur agricole ; la transition vers l'énergie viable et d'un prix abordable, l'accent étant mis sur l'efficacité ; la conservation et l'exploitation durable des ressources en eau ; un agenda «vert», notamment une campagne de plantation forestière de 10 milliards d'arbres ; la réforme de la structure décisionnelle et l'amélioration de la transparence ; l'extension du filet de protection sociale ; la transformation des secteurs de la santé et de l'éducation ; l'autonomisation et la promotion des femmes. La mobilisation de ressources nationales et l'amélioration de l'autosuffisance importent certes, mais un environnement international favorable, l'élargissement de l'accès aux moyens financiers et l'aide technologique demeurent essentiels.

92. À l'heure où la communauté internationale progresse dans la réforme du système des Nations Unies pour le développement, l'accent doit demeurer sur le développement, le respect de l'appropriation, de la direction et de la souveraineté du pays, l'entière conformité du système des coordonnateurs résidents avec la résolution correspondante de l'Assemblée générale et le mandat décidé avec le gouvernement hôte, ainsi que la contribution du gouvernement hôte à la finalisation du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement et la composition des équipes de pays des Nations Unies. Tout cela est subordonné aux ressources financières voulues pour couvrir les frais d'administration, en particulier pour le coordonnateur résident.

93. Les flux financiers illicites alimentés par la fraude fiscale, la corruption et la criminalité transnationale organisée ont de graves incidences sur la stabilité et le développement au plan économique, social et politique, en particulier dans les pays en développement. Le Gouvernement pakistanais accorde la priorité à la transparence et au recouvrement d'avoirs volés à mener jusqu'au bout. L'amélioration de la coopération internationale, à laquelle la Convention des Nations Unies contre la corruption fournit le cadre voulu, est essentielle pour combattre les flux financiers illicites. La restitution d'avoirs volés en application du chapitre V de la Convention doit être pleinement appliquée.

94. La disponibilité et la gestion efficace des ressources en eau sous-tendent l'élimination de la pauvreté, la croissance économique, la sécurité alimentaire et énergétique, ainsi que la durabilité environnementale. État riverain d'aval, le Pakistan est très exposé aux catastrophes liées à l'eau et est susceptible d'être affecté par la pénurie d'eau d'ici à 2025. Le Pakistan a récemment adopté une politique nationale de l'eau, proposant une approche complète des problèmes liés à l'eau, qui suppose d'accroître la capacité de stockage d'eau au moyen de plusieurs grands projets. Le projet de barrage Diamer Bhasha sera une grande source d'énergie propre, d'eau potable et d'irrigation. Il permettra, en outre, d'améliorer sensiblement la gestion des ressources en eau du Pakistan et les protections contre les inondations. La coopération internationale est à intensifier pour appuyer les priorités nationales liées à l'eau et garantir les intérêts des États d'aval au moyen de mécanismes régionaux solides et efficaces.

95. Les changements climatiques sont apparus comme le plus grand défi actuel. Ils constituent également un multiplicateur de risques en aggravant les problèmes politiques, sociaux et économiques existants. Le

Pakistan demeure extrêmement vulnérable aux effets préjudiciables des changements climatiques : la sécheresse, la désertification, la fonte des glaces, l'élévation du niveau des mers et les inondations récurrentes. Combattre les changements climatiques est une entreprise collective qui nécessite une réponse mondiale. L'oratrice préconise une conclusion rapide des modalités de l'Accord de Paris, et réaffirme la volonté politique du Pakistan d'atteindre ses objectifs, notamment contribuer à honorer la promesse de mobiliser 100 milliards de dollars tous les ans dès 2020.

96. Le Pakistan a toujours attaché une grande importance à la coopération Sud-Sud et collabore étroitement avec nombre de pays en développement. Le couloir économique Chine-Pakistan en est un parfait exemple « gagnant-gagnant ». D'ampleur et de portée considérables, cette collaboration promet de vastes avantages pour l'économie et le développement de l'ensemble de la région et au-delà.

97. L'occupation coloniale et étrangère entrave grandement le développement économique et social ainsi que la réalisation des objectifs de développement durable. La vision d'un monde ouvert qui inspire la communauté internationale impose également à celle-ci de ne pas laisser de côté les populations vivant sous occupation étrangère et domination coloniale.

98. **M<sup>me</sup> Jemuovic** (Serbie) dit que le Gouvernement serbe a constitué un Groupe de travail interministériel pour surveiller et appliquer tous les objectifs et cibles du Programme 2030. À la fin 2017, le Groupe a organisé des réunions associant des représentants du secteur privé et de la société civile pour commencer à adapter les cibles et objectifs de développement durable en fonction des chapitres des négociations sur l'adhésion à l'Union européenne et de la méthodologie de l'Organisation des Nations Unies. En partenariat avec l'équipe de pays des Nations Unies en Serbie, la Serbie met au point un processus de financement du Programme 2030. Un fonds national de développement durable sera établi et fonctionnera sous les auspices du Groupe. En outre, l'Agence allemande de coopération internationale et le Ministère serbe des finances ont lancé un projet de réforme des finances publiques pour rendre plus visibles les objectifs de développement durable.

99. Un groupe de discussion nouvellement créé de l'Assemblée nationale serbe contribue grandement à faciliter la mise en œuvre du Programme 2030 et à régler les problèmes de financement. Le Bureau de statistique a organisé des ateliers pour élaborer les indicateurs des objectifs de développement durable. Le Gouvernement serbe sait gré à l'équipe de pays des Nations Unies et au

Centre régional du PNUD d'Istanbul d'avoir apporté leur concours durant la mission MAPS, stratégie d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques, conduite en Serbie en septembre 2018. Ce même mois, l'Organisation des Nations Unies a également offert une aide à une conférence sous-régionale, accueillie par la Serbie, pour promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030 dans les Balkans occidentaux. La Serbie présentera son examen national volontaire au forum politique de haut niveau de juillet 2019.

100. La Serbie reconnaît l'importance des changements climatiques et la nécessité d'appliquer des mesures d'atténuation et d'adaptation. En vue d'améliorer son propre cadre législatif, le Gouvernement serbe prépare un projet de loi sur les changements climatiques. Élaborée par la Serbie en coopération avec l'Union européenne, une stratégie nationale de long terme d'ajustement aux changements climatiques sera achevée d'ici la fin de l'année.

101. Depuis l'ouverture de la route des migrants via les Balkans occidentaux, la Serbie a fait tout son possible pour aider les migrants moyen-orientaux et africains à transiter par son territoire vers les pays d'Europe de l'Ouest et du Nord. Sur les 900 000 réfugiés et migrants qui sont passés par la Serbie depuis 2015, environ 3 000 y sont restés. La plupart d'entre eux sont hébergés dans des centres d'asile et d'accueil et bénéficient de divers types d'assistance, notamment pour les soins de santé et l'éducation des enfants. La Serbie a régulièrement fait la preuve de sa solidarité et de son humanité, qui ont été fréquemment saluées par les migrants, les organismes des Nations Unies et la communauté internationale. Pays confronté pendant plus de 20 ans au problème des déplacements prolongés, la Serbie préconise une solution complète à la crise des réfugiés et des migrants.

102. La délégation serbe salue la réforme en cours du système des Nations Unies pour le développement et reconnaît pleinement que les actions conjointes et coordonnées menées en réponse au problème du développement des capacités sont plus nécessaires que jamais, notamment un examen critique des capacités internes du système visant à aider les pays à mettre en œuvre le Programme 2030.

103. **M. Empole** (République démocratique du Congo) dit que la catastrophe et l'ampleur de la crise migratoire imposent d'agir promptement tout en ayant à l'esprit que promouvoir le développement et la stabilité dans le monde est la meilleure solution.

104. Chaque État Membre a la responsabilité d'aider à lutter contre les répercussions des changements climatiques. Les États Membres doivent accélérer la

mise en œuvre de l'Accord de Paris en mettant leurs ressources en commun pour lutter contre le réchauffement et le dérèglement climatiques. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo est résolu à remplir ses engagements de réduire les émissions de dioxyde de carbone et d'atténuer les effets des changements climatiques au niveau national. Il en attend de même de ses partenaires. En particulier, la contribution de ceux-ci au Fonds vert pour le climat est à espérer en vue d'aider les pays les moins avancés.

105. En menant à bien le Programme 2030, l'Organisation des Nations Unies doit continuer d'assurer la coordination multilatérale pour garantir une solidarité internationale réelle et efficace, et promouvoir plus d'échanges avec les partenaires de développement, dont les institutions financières et économiques internationales, en vue de mobiliser les ressources financières voulues. Les objectifs de développement durable sont voués à l'échec sans financement important.

106. La République démocratique du Congo vit une période de stabilité économique, comme en témoignent les résultats encourageants obtenus dans divers secteurs. En réponse à ses problèmes de développement, la République démocratique du Congo est résolument engagée dans la mise en œuvre du Plan national de développement stratégique axé sur l'être humain, qui prend réellement en compte les trois dimensions du développement durable. Pour préserver la croissance économique actuelle, renforcer les chances de succès et créer les conditions de la mise en place d'une nation prospère et moderne, le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'est engagé à respecter les droits de l'homme et à améliorer la sécurité, la démocratie et la justice, ce qui l'aidera à renforcer ses institutions. En outre, il est décidé à améliorer la gouvernance et la transparence, en particulier dans la sylviculture, les industries minières et le secteur pétrolier.

107. Dans le même ordre d'idée, le Gouvernement de la République démocratique du Congo mène une politique d'amélioration du climat des affaires et d'instauration d'un environnement propice à la mobilisation de ressources financières substantielles pour développer le secteur privé et le rendre compétitif. Le Gouvernement œuvre aussi à améliorer la productivité et le développement d'un secteur agricole très performant qui permettra de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

108. En outre, le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'emploie à la mise en œuvre de grands travaux d'infrastructures publiques pour : construire des routes, autoroutes et barrages

hydroélectriques ; offrir un accès à l'énergie, l'eau et l'assainissement ; moderniser les services publics. Le Gouvernement met actuellement en œuvre une politique pour l'emploi des jeunes et l'industrialisation intensive de l'économie en vue de développer considérablement les chaînes de valorisation dans tous les secteurs de l'activité économique, particulièrement ceux relatifs aux ressources naturelles. En outre, le Gouvernement soutient la promotion du tourisme. Les infrastructures touristiques sont certes encore en faible quantité, mais tout est mis en œuvre pour les développer.

109. Le Gouvernement demeure très attaché à l'Accord de Paris et est conscient de ses responsabilités dans la préservation et la restauration des écosystèmes, son pays abritant le deuxième massif forestier au monde. La République démocratique du Congo s'est fortement investie dans le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD). Elle a consacré 13,41 % de son territoire national à des zones protégées.

110. Le Gouvernement a introduit de grandes réformes pour tirer parti du dividende démographique, notamment par des investissements stratégiques dans la santé et le contrôle de la population, en vue d'améliorer le capital humain et de promouvoir la capacité d'insertion professionnelle des jeunes.

111. Le Programme 2030 a donné une nouvelle impulsion aux initiatives prises par la communauté internationale pour parvenir à un monde plus pacifique, prospère et équitable tout en mettant l'accent sur le lien indissociable entre paix, sécurité et développement, lesquels se renforcent mutuellement. La crédibilité de la communauté internationale repose plus que jamais sur sa capacité à mettre en œuvre le Programme. L'unité autour de l'Organisation des Nations Unies est la meilleure arme pour y parvenir.

112. **M<sup>me</sup> Al-Mamari** (Oman) dit que la réalisation des objectifs de développement durable passera par le renforcement des capacités, le transfert de technologie et des approches novatrices. Oman présentera en 2019 son examen national volontaire au forum politique de haut niveau. Il accorde une attention spéciale à l'environnement et garantit la conformité de sa législation avec les normes internationales. Le rôle toujours plus grand que jamais du commerce international dans le développement impose à l'Organisation mondiale du commerce de promouvoir un système multilatéral en mesure de remédier à tous éventuels problèmes d'ordre commercial.

113. **M. Rai** (Papouasie-Nouvelle-Guinée) dit que la délégation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a noté avec

intérêt la déclaration faite par le représentant de la Brookings Institution. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a mis en œuvre des politiques stratégiques et sectorielles qui visent directement les objectifs économiques, sociaux et environnementaux du pays. Il a intégré les objectifs de développement durable dans son troisième Plan de développement de moyen terme. Au cours des trois dernières années, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a accompli des progrès mesurés dans l'autonomisation économique, l'éducation, les soins de santé et l'égalité des genres, autant de domaines pour lesquels l'action doit être poursuivie.

114. Ses traditions et cultures mélanésiennes, qui incarnent bien le principe de ne laisser personne de côté, guident l'adaptation par la Papouasie-Nouvelle-Guinée des objectifs de développement durable au contexte national. La direction et l'appropriation nationales ainsi que l'espace national sont certes nécessaires pour réaliser les objectifs, mais l'expérience a montré que les résultats en matière de développement sont optimaux lorsque tous les partenaires, dont le Gouvernement, le secteur privé, la société civile, le milieu universitaire, les médias, les organisations d'inspiration religieuse, les populations locales et la communauté internationale, collaborent étroitement pour améliorer le bien-être d'une nation et de sa population.

115. Pour renforcer les principaux partenariats pour le développement, le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a remanié sa politique de coopération en matière de développement pour tenir compte de l'importance croissante du rôle des partenariats qui associent des sources non traditionnelles, notamment le secteur privé. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée collabore avec le secteur privé pour identifier les moyens de débloquer sa part des 12 000 milliards de dollars attendus pour faire avancer les objectifs de développement durable. En novembre 2018, la Papouasie-Nouvelle-Guinée accueillera le Sommet de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), où seront représentés 39 % de la population mondiale et trois des plus grandes économies du monde. Le Sommet sera l'occasion de favoriser les partenariats et le dialogue dans les principaux domaines du développement et de faire avancer la formulation des politiques.

116. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée reconnaît également qu'il importe au plus haut point de disposer d'un corpus de données factuelles fiable à l'appui du suivi des objectifs de développement durable. Le Gouvernement a lancé une stratégie nationale de développement de la statistique et remanie son cadre national de suivi et d'évaluation. Il pourra

pour ce faire s'appuyer sur une réorganisation du Bureau national des statistiques. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est reconnaissante de l'aide qu'elle a reçue des partenaires de développement bilatéraux et multilatéraux.

117. Comme nombre de petits États insulaires en développement, la vulnérabilité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux changements climatiques et catastrophes naturelles demeure un grave obstacle à la réalisation de ses aspirations à atteindre les objectifs de développement durable. Toujours plus fréquents, intenses et massifs, les effets préjudiciables de l'élévation du niveau des mers, ainsi que des changements climatiques et des risques naturels compromettent la capacité des populations à mettre à profit leurs connaissances traditionnelles en matière de réduction des risques pour faire face aux difficultés. Le dernier rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sur l'incidence d'un réchauffement climatique de 1,5 °C est préoccupant.

118. Les coûts des catastrophes climatiques peuvent paralyser un pays. Plus tôt au cours de l'année 2018, le plus grand tremblement de terre de l'histoire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a tué plusieurs centaines de personnes et entraîné le déplacement d'un demi-million d'individus. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et ses partenaires de développement ont investi plus de 120 millions de dollars dans la lutte contre la sécheresse due au phénomène El Niño qui a touché environ 40 % de la population.

119. Le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a anticipé les réponses à apporter aux incidences de ces catastrophes en appliquant des politiques et mesures qui intègrent le souci d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets dans sa planification nationale. Néanmoins, les défis, déjà considérables, s'aggravent, et les ressources actuelles ne suffisent pas à apporter une réponse durable. Pour de nombreux petits États insulaires en développement, l'action concertée et accélérée, notamment dans le cadre de l'Accord de Paris, est indispensable pour honorer l'engagement de lutter contre les changements climatiques. Les pays développés doivent fournir les moyens de mise en œuvre conformes au Programme d'action d'Addis-Abeba, et, en outre, mener une action concrète pour renforcer les mécanismes comme le Fonds vert pour le climat.

*La séance est levée à 18 h 10.*